

Bruxelles, le 14.8.2020
C(2020) 5691 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.8.2020

modifiant la décision de la Commission C(2016)7107 du 31.10.2016 relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.8.2020

modifiant la décision de la Commission C(2016)7107 du 31.10.2016 relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2016)7107 du 31.10.2016, la Commission a adopté la mesure individuelle en faveur de la République du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement.
- (2) Par la présente modification, il est prévu une augmentation budgétaire de 1 500 000 EUR afin d'atteindre l'objectif spécifique 1 modifié: Appuyer la diversification du paysage économique congolais et la résilience alimentaire par le renforcement des capacités du secteur privé, le développement durable des PME et la promotion de l'entrepreneuriat agricole à travers le renforcement de la chaîne de valeur du manioc transformé. Il est également prévu d'introduire la gestion indirecte avec une organisation internationale. De plus, une extension de 6 mois de la durée de mise en œuvre est également envisagée. Les changements prévus sont opérés dans le cadre de la réponse à la crise liée au COVID-19.
- (3) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- (4) À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046³ applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877 et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (5) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE⁴.
- (6) Il y a donc lieu de modifier la décision de la Commission C(2016)7107 du 31.10.2016, en conséquence.
- (7) Les modifications prévues par la présente décision ne relèvent pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du FED, institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision modificative dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

Article unique

La décision de la Commission C(2016) 7107 du 31.10.2016 relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Congo à financer sur le 11e Fonds européen de développement est modifiée comme suit:

- (1) A l'article 2, premier alinéa, les mots « 12 400 000 EUR » sont remplacés par les mots suivants: « 13 900 000 EUR ».
- (2) L'article 3 est remplacé par le texte suivant :
« Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution
L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées dans l'annexe ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 5.4.1 et 5.4.2 de ladite annexe. »
- (3) L'annexe de la décision de la Commission C(2016)7107 du 31.10.2016 est remplacée par l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 14.8.2020

Par la Commission
Nicolas SCHMIT
Membre de la Commission

⁴ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.